



**DECLARATION COMMUNE
DE LA CGT METALLURGIE D'ALSACE
ET DE LA FTM-CGT**



**UN MILITANT CGT DE PSA (Peugeot, Citroën Mulhouse)
EN GARDE A VUE POUR AVOIR MANIFESTÉ**

La CGT Métallurgie Alsace dénonce fermement l'arrestation et la mise en garde à vue de notre camarade, Joël Moreau, ancien ouvrier de PSA Mulhouse et ancien secrétaire de l'USTM CGT 68.

Hier après-midi, Joël participait comme une centaine d'autres militants au rassemblement aux abords de l'agence Pole Emploi de Mulhouse-Drouot, au moment de la venue du premier ministre et de deux ministres, Emmanuel Macron et Myriam El Khomri.

La CGT et d'autres organisations protestaient pacifiquement contre les attaques gouvernementales annoncées contre le monde du travail, dans le cadre de la "Loi Travail".

Un déploiement policier de très grande envergure a empêché les manifestants de s'approcher du Pôle Emploi, et ils ont été parqués pendant deux heures sur un parking à plusieurs centaines de mètres, un cordon policier les empêchant de circuler.

Joël Moreau ne faisait que manifester sa colère face à un gouvernement qui se couche devant les patrons, en s'attaquant à nos droits et en facilitant les licenciements. Son arrestation est inacceptable, sa garde à vue doit s'arrêter au plus vite.

Cette arrestation illustre, au demeurant, l'inégalité de traitement réservé au patronat et aux militants syndicaux. L'énormité de la sanction n'a d'égale que l'impunité d'un patronat qui sanctionne quotidiennement les syndicalistes qui défendent les intérêts des salariés.

En effet depuis plusieurs mois, on constate une recrudescence des sanctions disciplinaires et des licenciements de délégués syndicaux en Alsace avec l'autorisation du gouvernement, tel que chez Isri France (Merwiller-Pechelbronn), Renault Grasser (Haguenau) ou Caddie (Drusenheim).

Ce n'est pas par la répression syndicale que le gouvernement fera taire le peuple.

ENSEMBLE, UNIS ET DETERMINÉS, REFUSONS LA RÉPRESSION SYNDICALE !

Strasbourg, le 23 février 2016.